

Les parties reconforment les dispositions conventionnelles en vigueur dans le secteur en ce qui concerne les procédures, notamment l'article 2 de la procédure de conciliation, comme fixée au sein de la commission paritaire le 13 janvier 1965.

Une procédure d'urgence complémentaire est prévue dans le cadre de l'application de la présente convention et des accords régionaux qui en résultent.

En cas de litige ou de contestation graves à propos de l'application de ces accords, les organisations représentées s'engagent à entreprendre dans les 48 heures les démarches nécessaires afin d'éviter que le respect de ces accords ne soit compromis. Cette procédure est appliquée au niveau prévu dans les dispositions relatives à la procédure de conciliation.

Durée

Art. 9. La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 1991 et expire le 31 décembre 1991.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 31 décembre 1992.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

De partijen herbevestigen de conventionele bepalingen geldig in de sector wat de procedures betreft, en meer bepaald artikel 2 van de verzoeningsprocedure zoals vastgesteld in het paritair comité op 13 januari 1965.

Een bijkomende spoedprocedure wordt voorzien in het kader van de toepassing van deze overeenkomst en de daarbij aansluitende gewestelijke akkoorden.

In geval van ernstig geschil of betwisting betreffende de toepassing van deze akkoorden, verbinden de vertegenwoordigde organisaties er zich toe binnen de 48 uur de nodige stappen te ondernemen om te vermijden dat de eerbiediging van deze akkoorden in het gedrang zou komen. Deze procedure wordt toegepast op het niveau voorzien in de bepalingen betreffende de verzoeningsprocedure.

Duurtijd

Art. 9. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 1991 en eindigt op 31 december 1991.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1992.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 93 — 700

24 MARS 1993. — Arrêté royal fixant les conditions minimales et les modalités auxquelles doivent répondre les contrats contenant un projet individualisé d'intégration sociale

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment l'article 6, § 2, alinéa 5, inséré par la loi du 12 janvier 1993;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 60, § 3, inséré par la loi du 12 janvier 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le contrat contenant un projet individualisé d'intégration sociale visé à l'article 6, § 2, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, est établi par le travailleur social chargé du dossier, conformément au modèle arrêté par le conseil de l'aide sociale.

Art. 2. Le contrat précise les engagements des parties en distinguant ceux du centre public d'aide sociale, dénommé ci-après « le centre », du bénéficiaire, du travailleur social et éventuellement d'un ou plusieurs intervenants extérieurs.

Le travailleur social informe le bénéficiaire de la teneur et de la portée du contrat; il lui lit au besoin de contrat préalablement à la signature du contrat.

Le contrat s'appuie sur les aptitudes et qualifications de la personne concernée, il rappelle au besoin les aides accordées et la durée de leur octroi; il précise les aides complémentaires liées aux exigences du projet individualisé d'intégration sociale, les objectifs poursuivis par le centre et par le bénéficiaire, les modalités de réalisation de ces objectifs.

Le contrat fixe sa durée et les modalités d'évaluation du projet.

Art. 3. Le centre s'assure que les conditions minimales à la mise en œuvre d'un projet individualisé d'intégration sociale sont réunies.

Le contrat veille à respecter une juste proportionnalité entre les exigences formulées à l'égard du bénéficiaire et l'aide octroyée.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 93 — 700

24 MAART 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minimumvoorwaarden en de modaliteiten waaraan de contracten betreffende een geïndividualiseerd project voor sociale integratie moeten voldoen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, inzonderheid op ingevoegd artikel 6, § 2, vijfde lid, ingevoegd bij de wet van 12 januari 1993;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 60, § 3, ingevoegd bij de wet van 12 januari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het contract houdende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, wordt opgesteld door de met het dossier belaste maatschappelijk werker, overeenkomstig het model bepaald door de raad voor maatschappelijk welzijn.

Art. 2. Het contract vermeldt de verbintenissen van de partijen daarbij onderscheid makend tussen deze van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hierna te noemen « het centrum » van de begunstigde, van de maatschappelijk werker en eventueel van een of meerdere tussenkomende derden.

De maatschappelijk werker informeert de begunstigde van de inhoud en van de draagwijdte van het contract; hij leest hem desnoods het contract voordat het getekend wordt.

Het contract gaat uit van de geschiktheid en kwalificaties van de betrokken persoon; indien nodig herhaalt het de toegekende dienstverlening en de duur ervan, het vermeldt de aanvullende hulp gekoppeld aan de vereisten van het geïndividualiseerd project tot maatschappelijke integratie, de doelstellingen die het centrum en de begunstigde nastreven en de wijze waarop deze doelstellingen worden verwezenlijkt.

In het contract wordt de duur bepaald alsmede de wijze waarop de evaluatie van het project geschiedt.

Art. 3. Het centrum zorgt ervoor dat de minimumvoorwaarden tot uitvoering van een geïndividualiseerd project tot maatschappelijke integratie vervuld zijn.

Het contract zorgt voor een evenwicht tussen de eisen gesteld ten aanzien van de begunstigde en de verstrekte hulp.

Le texte des dispositions législatives relatives aux sanctions éventuelles doit être reproduit dans le contrat.

Art. 4. Sans préjudice de l'application de l'article 60, § 4, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, le contrat respecte le libre choix de l'intéressé chaque fois que possible et à coûts comparables.

Art. 5. Lorsque le contrat est lié à une formation ou au suivi d'études, sa durée est, sauf décision contraire du centre, au moins égale à un cycle de formation ou au suivi d'études.

Art. 6. Lorsque le contrat comporte l'obligation de suivre une formation, le centre veille à ce que l'intéressé fasse preuve des aptitudes, de la qualification et de la motivation requises à cet effet, et il tient compte également des besoins du marché du travail.

Le contrat dispose dans quelle mesure le centre prend en charge les frais résultant de la formation ou accorde une prime d'encouragement dans les cas où ni un règlement, ni une convention passée entre le centre et celui qui dispense la formation ne prévoit la prise en charge de ces frais ou l'octroi d'une telle prime.

Le contrat précise les modalités de l'octroi des aides complémentaires du centre.

Art. 7. Lorsque le contrat prévoit une mise au travail, à titre d'essai, pour une brève période ou à titre occasionnel, le contrat énonce la nature et les modalités de l'aide sociale complémentaire octroyée éventuellement à titre d'encouragement au travail; il prévoit les modalités de la formation mise en œuvre au cours de ce travail; il veille pour le moins à ce que le bénéficiaire dispose des vêtements spécifiques de travail, de la prise en charge de ses frais de déplacement et de la couverture par les assurances adéquates notamment contre les risques d'accident de travail.

Art. 8. Lorsqu'un ou plusieurs tiers interviennent dans le contrat, celui-ci mentionne dans quelle mesure ils participent à l'exécution et à l'évaluation du contrat, ainsi que la mesure dans laquelle ils interviennent dans le cas où interviennent dans le cas où les engagements ne sont pas respectés.

Art. 9. Le travailleur social chargé du dossier procède à l'évaluation régulière, et cela au moins une fois par mois, avec le bénéficiaire et, le cas échéant, avec le ou les intervenant(s) extérieur(s), de l'exécution du contrat. Lorsque le bénéficiaire en fait la demande, il doit lui accorder un entretien dans les trois jours.

Art. 10. Le centre désigne le membre du personnel qui remplace le travailleur social en cas d'empêchement temporaire de celui-ci.

Si le travailleur social est définitivement déssaisi du dossier, le centre en informe par écrit le bénéficiaire et le remplacement est inscrit dans une clause modificative du contrat.

Art. 11. Le contrat prend fin de plein droit le jour où le centre, en raison du changement de résidence du bénéficiaire, cesse d'être compétent pour accorder le minimum de moyens d'existence ou l'aide sociale. A la demande du bénéficiaire ou sur la proposition du travailleur social chargé du dossier et de l'accord de l'intéressé, il est communiqué au centre qui est devenu compétent pour accorder le minimum de moyens d'existence ou l'aide sociale.

Art. 12. La notification au Ministère de la Santé publique des décisions du centre en matière de minimum de moyens d'existence énonce l'existence éventuelle d'un contrat et sa durée.

Art. 13. Le service social du centre procède à une évaluation régulière, et cela au moins une fois par an, des contrats contenant un projet individualisé d'intégration sociale.

Le président du centre veille à ce qu'un synthèse des évaluations figure dans le rapport annuel prescrit par l'article 89 de la loi organique des centres publics d'aide sociale.

Art. 14. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

De tekst van de wettelijke bepalingen inzake de eventuele straffen moet in het contract opgenomen worden.

Art. 4. Onverminderd de toepassing van artikel 60, § 4, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, eerbiedigt het contract de keuzevrijheid van de betrokkene telkens als dit mogelijk is en voor zover de kosten vergelijkbaar zijn.

Art. 5. Wanneer het contract gekoppeld is aan een opleiding of aan het volgen van studies is het, behoudens andersluidende beslissing van het centrum, ten minste gelijk aan de duur van een opleidingscyclus of de gevolgde studies.

Art. 6. Wanneer het contract voorziet in het volgen van een opleiding, ziet het centrum erop toe dat de betrokkene blijk geeft van de daartoe vereiste geschiktheid, kwalificaties en motivering en houdt het tevens rekening met de behoeften van de arbeidsmarkt.

Het contract bepaalt in welke mate het centrum de aan de opleiding verbonden kosten ten laste neemt of een aanmoedigingspremie toekent in de gevallen waarin noch een reglement noch een overeenkomst gesloten tussen het centrum en de verstreker van de opleiding voorzien in het ten laste nemen van die kosten of in het toekennen van een dergelijke premie.

Het contract vermeldt de toekenningsmodaliteiten van de bijkomende dienstverlening van het centrum.

Art. 7. Indien het contract voorziet in een tewerkstelling op proef, voor een korte termijn of in een occasionele tewerkstelling, vermeldt het de aard en de modaliteiten van de eventuele aanvullende maatschappelijke dienstverlening, toegekend als aanmoediging van het werk en het vermeldt de modaliteiten van de opleiding die tijdens dit werk verstrekt wordt; het bevat op zijn minst bepalingen betreffende het verstrekken aan de begunstigde van aangepaste werkkledij, het ten laste nemen van diens verplaatsingskosten en het sluiten van de nodige verzekeringen, inzonderheid op het stuk van arbeidsongevallen.

Art. 8. Wanneer één of meer derden tussengekomen bij het contract, vermeldt dit laatste hun aandeel in de uitvoering van de evaluatie ervan en welk hun rol is in het geval dat de verbintenissen niet worden nageleefd.

Art. 9. De maatschappelijk werker die met het dossier is belast, evalueert geregeld, en dit ten minste eens per maand, met de rechthebbende en, in voorkomend geval, met de tussenkomende derde(n), de uitvoering van het contract. Wanneer de rechthebbende erom verzoekt, moet hij hem binnen drie dagen een onderhoud toestaan.

Art. 10. Het centrum wijst het personeelslid aan dat de maatschappelijk werker vervangt in de gevallen dat deze tijdelijk verhinderd is.

Wordt de maatschappelijk werker definitief van het dossier ontlast, dan deelt het centrum dit schriftelijk aan de rechthebbende mede en wordt de vervanging van een wijzigingsclausule bij het contract opgenomen.

Art. 11. Het contract eindigt van rechtswege op de dag dat het centrum, wegens de wijziging van de verblijfplaats van de rechthebbende, niet langer bevoegd is om het bestaansminimum of de maatschappelijke dienstverlening te verstrekken. Het wordt, op verzoek van de rechthebbende of op voorstel van de met het dossier belaste maatschappelijk werker en met instemming van de betrokkene, meegedeeld aan het centrum dat bevoegd is geworden om het bestaansminimum of de dienstverlening te verstrekken.

Art. 12. De betrekking aan het Ministerie van Volksgezondheid van de beslissingen van het centrum inzake bestaansminimum moet het eventuele bestaan van een contract en de duur ervan vermelden.

Art. 13. De sociale dienst van het centrum evalueert geregeld en ten minste eens per jaar de contracten houdende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie.

De voorzitter van het centrum zorgt ervoor dat een samenvatting van deze evaluaties wordt gegeven in het jaarverslag voorgescreven door artikel 89 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 14. Onze Minister van Sociale Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Integratie,
Mevr. L. ONKELINX